



Evaluation de l'impact des programmes de vulgarisation

Lakjaa A.

in

Bedrani S. (comp.), Elloumi M. (comp.), Zagdouni L. (comp.), Bedrani S. (collab.), Elloumi M. (collab.), Zagdouni L. (collab.).

La vulgarisation agricole au Maghreb : théorie et pratique

Paris : CIHEAM

Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(1)

1993

pages 89-91

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=93400076>

To cite this article / Pour citer cet article

Lakjaa A. **Evaluation de l'impact des programmes de vulgarisation.** In : Bedrani S. (comp.), Elloumi M. (comp.), Zagdouni L. (comp.), Bedrani S. (collab.), Elloumi M. (collab.), Zagdouni L. (collab.). *La vulgarisation agricole au Maghreb : théorie et pratique.* Paris : CIHEAM, 1993. p. 89-91 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(1))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>



Evaluation de l'impact des programmes de vulgarisation

Abderrazak Lakjaa

Ecole Nationale d'Agriculture (ENA), Meknès (Maroc)

Résumé. L'intérêt des méthodes d'évaluation des programmes de vulgarisation est apparu au cours des années 60 en même temps que les projets d'aide aux pays en voie de développement et les interventions dans le domaine des politiques sociales visant des changements sociaux au sein des pays avancés, particulièrement aux USA. Il s'agissait de vérifier l'utilisation des fonds accordés à ces programmes. Au cours de la dernière décennie, dans tous les pays, la notion d'évaluation est devenue une mode. Patton recense plus d'une centaine de types d'évaluation. Chaque évaluateur choisit sa méthode en s'inspirant de l'une ou l'autre, ou de l'ensemble en fonction du contexte ou du commanditaire de l'évaluation qui demande des résultats objectifs.

Les recherches entreprises à l'ENA de Meknès sont basées sur des méthodes quantitatives et qualitatives qui visaient des agriculteurs « de contact » ayant un haut statut socio-économique. Le système de vulgarisation/formation et visites adopté au début des années 80 au Maroc est en voie de généralisation. Mais, pour accélérer le processus de diffusion et d'adoption des innovations techniques, un effort reste à faire en matière de sélection des agriculteurs « de contact » dont une faible proportion correspondait, en 1991 et 1992, aux vrais leaders d'opinion dans les régions étudiées.

Mots clés. Vulgarisation – Evaluation – Maroc.

Aucun phénomène ne peut être compris entièrement en dehors de ses origines historiques et sociales et de son environnement. L'intérêt particulier accordé aux méthodes d'évaluation des programmes de vulgarisation est de date relativement récente. Elle est apparue au cours des années 60 en même temps que les grands projets d'aide aux pays en voie de développement et les grandes interventions dans le domaine des politiques sociales visant des changements sociaux au sein des pays avancés, particulièrement aux USA. Les bailleurs de fonds se sont rendus compte que ces programmes leur coûtaient très chers et donc ils ont cherché à ce que l'argent dépensé ait les meilleurs effets. Au départ, l'évaluation était donc surtout un moyen de contrôle financier et de vérification de l'utilisation des fonds accordés à ces programmes. Il s'agissait de bien s'assurer que l'argent ne servait pas à autre chose et qu'il servait surtout aux objectifs initiaux.

Des amendements ont été apportés depuis aux méthodes d'évaluation. Il ne s'agit pas uniquement de déterminer si, oui ou non, les fonds accordés à ces projets avaient été bien utilisés en fonction des objectifs de départ, mais aussi s'il y avait de réels impacts sur la situation initiale. En d'autres termes, il s'agit de voir dans quelle mesure le projet a entraîné un changement de comportement chez les groupes et les individus.

Au cours de la dernière décennie, la notion « d'évaluation » est devenue une mode. Ce phénomène pourrait s'expliquer essentiellement par la crise économique; les populations ont augmenté rapidement alors que les budgets ont régressé, et que les crédits se sont raréfiés. La rareté des budgets s'est traduite par la recherche d'arguments solides pour justifier l'emploi de ces crédits. Alors des critères et indicateurs doivent être trouvés pour ne pas tomber dans la partialité totale et le clientélisme. Il faut bien avoir des éléments d'appréciation quelque peu « objectifs » (Mengin, 1990).

Il y a souvent confusion dans ce qui est mis derrière le mot « évaluation ». Il n'est pas rare de trouver des demandeurs politiques qui confondent évaluation avec inspection, contrôle, audit, bilan. D'autres difficultés apparaissent au moment de la commande d'une évaluation qui font surgir d'autres questions. Quel type d'évaluation utiliser ? Qui doit réaliser l'évaluation ?

Généralement, les méthodes d'évaluation peuvent être ainsi classées en deux grands types : les méthodes quantitatives et les méthodes qualitatives.

- L'utilisation des méthodes quantitatives remonte loin dans l'histoire. Elle est pratiquée depuis très longtemps et même depuis toujours. C'est le *body-counting* : chaque institution (ou structure) compte les personnes qu'elle conseille, celles qu'elle forme, celles ayant reçu un crédit, le nombre de diplômes, etc. Cette méthode ne donne, évidemment, pas d'information sur la situation initiale ni sur sa dynamique dans le temps.
- La méthode, extrêmement célèbre, de la rationalisation des choix budgétaires qui permet d'éclairer le décideur sur les choix à opérer.
- Ce fut ensuite la mode des méthodes des coûts-avantages qui consiste à comparer les coûts et les bénéfices d'un programme et à comparer les coûts et les avantages de deux programmes donnés.
- Et la méthode des effets qui, consiste à comparer les « entrants » et les « extrants », soit tous les inputs chiffrables (argent investi, personnel employé, etc.) et les effets produits.
- Il a eu enfin l'évaluation de l'efficience qui vise à examiner dans quelle mesure les entrants peuvent être réduits tout en gardant le même niveau d'extrants, ou bien, atteindre un plus haut niveau d'extrants sans modifier le niveau d'intrants. Il y a évidemment d'autres méthodes d'évaluation d'ordre quantitative et la liste présentée ici n'est, bien entendu, pas exhaustive. En fonction des questions spécifiques posées pour l'évaluation, Patton (1986) a identifié plus d'une centaine de types d'évaluation.

Toutes ces méthodes sont encore plus ou moins utilisées. Chaque évaluateur, en fonction de son contexte particulier, invente sa propre méthode en s'inspirant de l'une, de l'autre, ou d'un ensemble d'entre elles. Il est évident que le choix de la méthode utilisée est déterminé dans une large mesure par le demandeur, c'est-à-dire celui qui finance l'évaluation. L'expérience prouve que le commanditaire n'a pas souvent une idée précise de ce qui devra être évalué. Il demande généralement à être rassuré par des résultats "objectifs", chiffrés, indiscutables. L'évaluation finit ainsi par se réduire à des indices et indicateurs incapables de rendre compte véritablement de la réalité du développement rural. Dans ce cas, l'évaluation ne sert à rien, sauf à justifier, en général, des mesures qui ont déjà été prises antérieurement.

Pour faire une évaluation utile, en mesure d'éclairer les responsables de programmes de développement, l'évaluateur doit bien savoir, au préalable, qui demande l'évaluation, que veut-il en faire, et quelle est la finalité du travail à entreprendre afin qu'il puisse informer les différents acteurs impliqués. Les attentes et préoccupations ne sont pas les mêmes pour tous les acteurs. L'évaluateur doit donc, en plus de ses compétences techniques, être capable d'instaurer un climat de confiance, de dialogue, et de transparence entre les différentes parties en vue de garantir la réussite du programme d'évaluation.

Pour montrer à quel point les attentes peuvent varier selon les différentes parties concernées, prenons le cas du système de vulgarisation « formation et visites ». Si le Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire au Maroc demande une évaluation, ce qui intéresse le département spécialisé du Ministère, en l'occurrence la Direction de la vulgarisation et de la réforme agraire, est essentiellement de savoir si ce système est mis en oeuvre comme prévu. Les vulgarisateurs en contact direct avec les agriculteurs doivent chercher à savoir quels sont les moyens mis (ou qui seraient mis) à leur disposition pour mettre en oeuvre le système de vulgarisation. Les agriculteurs eux s'interrogent probablement sur les catégories d'agriculteurs qui bénéficient le plus de ce système. On voit donc que, pour un même objectif, l'évaluation concerne les divers acteurs de façon tout à fait différente.

Au cours des dernières années, les recherches que nous avons conduites à titre personnel, ou avec les étudiants mémorisants au Département des sciences de la vulgarisation et de la pédagogie agricole à l'École nationale d'agriculture de Meknès (Maroc), sont basées sur des méthodes d'évaluation quantitatives et qualitatives. Elles sont axées sur l'évaluation de l'impact des programmes de vulgarisation sur le changement dans les comportements des agriculteurs au Maroc, ce changement étant mesuré par l'adoption ou non des innovations techniques. Notre intérêt porte plus particulièrement sur l'impact des stratégies d'intervention du service de vulgarisation en rapport avec le changement de comportement chez les agriculteurs. L'adoption ou la non-adoption en soi importe peu dans ces recherches dans la mesure où plusieurs recherches et évaluations sur le thème ont été déjà faites les 50 dernières années (Ryan & Gross, 1943; Rogers, 1983; Rogers & Shomaker, 1971) avec pour objectif la recherche de facteurs associés aux taux d'adoption, des attributs des innovations qui les affectent, etc.

Avant de livrer quelques conclusions, faisons deux remarques préalables relatives au système de vulgarisation agricole au Maroc :

- Le service de vulgarisation a toujours volontairement concentré ses efforts (en matière d'encadrement) en faveur des agriculteurs ouverts au changement, appelés parfois agriculteurs « pilotes », « progressifs » ou « de contact ». Cette stratégie est pleinement justifiée dans la mesure où le nombre d'agriculteurs à encadrer est très élevé comparativement au nombre de vulgarisateurs actuellement disponibles.
- Dans un souci de mieux organiser et de rendre plus efficient le travail de vulgarisation, le système de vulgarisation/formation et visites a été adopté au Maroc à titre expérimental au début des années 80, mais il est en voie de généralisation dans tout le pays durant ces dernières années.

Ce système est structuré au niveau local autour de quatre acteurs essentiels : 1) les vulgarisateurs-interlocuteurs directs des agriculteurs ; 2) Les membres des équipes pluridisciplinaires-formateurs des vulgarisateurs ; 3) Les groupes d'agriculteurs de contact (dont le nombre varie entre 16 et 32 par vulgarisateur) chez lesquels les vulgarisateurs effectuent des visites régulières ; 4) Le reste des agriculteurs, appelés également « suiveurs » sont supposés être encadrés et informés par les agriculteurs de contact.

Les agriculteurs de contact, relais clé du système actuel de vulgarisation, sont considérés comme multiplificateurs de la diffusion de l'information et des innovations. Ainsi donc, le système de vulgarisation formation et visites est fondé sur le modèle classique de la diffusion. Ce modèle, généralement associé à Rogers *et al.*, suppose que l'innovation, une fois introduite dans un système social, se propage et se dissémine au cours du temps également auprès des agriculteurs les plus innovateurs dans le système et ayant généralement un haut statut socio-économique que les agriculteurs les moins innovateurs (avec un statut socio-économique relativement bas).

Les recherches conduites dans la région de Meknès (Lakjaa 1992; El Bouhali, 1991; Boujebha, 1991) ont toutes confirmé qu'uniquement une faible proportion d'agriculteurs de contact correspondait aux vrais *leaders* d'opinion dans les régions étudiées. Ce qui indique tout simplement qu'un grand effort reste à fournir en matière de sélection de véritables relais (agriculteurs de contact) si l'on désire accélérer le processus de diffusion et d'adoption des innovations techniques chez les agriculteurs.

Une autre conclusion tirée de ces mêmes études est que, contrairement à ce que prévoit le modèle classique de la diffusion, la dissémination des innovations se produit beaucoup plus au sein de chaque groupe homogène d'agriculteurs qu'à travers les différents groupes ; les groupes homogènes étant identifiés sur la base du rang socio-économique des agriculteurs.

Références

- **Boujebha, D.**, 1991. Diffusion des innovations techniques chez les agriculteurs. Mémoire de 3e cycle de l'ENA, Meknès.
- **El Bouhali, A.**, 1991. Diffusion des innovations techniques chez les agriculteurs. Mémoire de 3e cycle de l'ENA, Meknès.
- **Lakjaa, A.**, 1992. A reassessment of the diffusion of innovations model in the Meknès region of Morocco. Ph. D. unpublished dissertation.
- **Mengen, C.** Evaluation et suivi des actions de développement rural en Europe. Communication au 2e Colloque International sur l'évaluation des programmes de vulgarisation-développement. ENFA, Toulouse, 1990.
- **Patton, M. Q.**, 1986. Utilization, Focused Evaluation. 2nd ed., Sage Publications.
- **Rogers, E.M., and Shoemaker, R.**, 1971. Communication of innovations : A cross-cultural approach. The Free Press (2nd ed.).
- **Rogers, E.M.**, 1983. *Diffusion of innovations*. The Free Press (3rd ed.).
- **Ryan, B. and Gross, N.**, 1943. The diffusion of hybrid corn in two Iowa communities. *Rural sociology*, 8.



